

Un cri pour Afrin

Chacun à sa manière, le photographe Antoine Agoudjian et l'écrivain Patrice Franceschi dénoncent le lâchage des Kurdes de Syrie.

Syrie

Voici tout juste trois ans, nous publions un numéro spécial consacré aux Arméniens, illustré par le travail singulier d'Antoine Agoudjian. Durant la deuxième quinzaine de février, il y a donc moins de deux mois, le photographe a traversé la Syrie pour y effectuer ce qu'il appelle « un état des lieux ». « Montrer la souffrance des autres peuples, c'est évoquer celle dont je suis l'héritier, nous explique-t-il. La dialectique historique démontre que l'impunité invite toujours à la récidive. » Il se rendait notamment à Afrin, un gros bourg du nord accroché à sa colline, alors tenu par les Kurdes et attaqué par la Turquie. Le 12 mars, Afrin est tombé. Les militants pour l'autonomie du Rojava (Kurdistan occidental) voient leur rêve se briser. Les Kurdes de Syrie ont héroïquement contribué à la chute de Daech. Avec leur lâchage, « le cynisme propre à la raison d'État est poussé à son paroxysme, puisque aucune des forces sur le terrain, pourtant alliées des combattants kurdes, ne s'est interposée ». Les Européens, qui ont besoin de la Turquie pour lutter contre l'immigration de masse, ont laissé faire. Les Américains, perdants de la guerre, se sont abstenus. Depuis, le bombardement chimique par le régime syrien d'un quartier rebelle de Douma, dans la Ghouta, une zone située immédiatement au nord-est de Damas (voir p. 19), ajoute un crime de guerre à d'autres crimes de guerre, alimentant une tragédie sans fin, sans frein et sans morale. »

TEXTE JEAN-PIERRE DENIS PHOTOS ANTOINE AGOUDJIAN

Une jeune mère dans le couloir de l'hôpital d'Afrin, en février. L'armée turque entreprend alors d'arracher aux Kurdes le contrôle de ce gros bourg.

Toujours à Afrin, ce vieil homme kurde a été blessé par les tirs de l'armée turque.



Écrivain et témoin engagé, Patrice Franceschi défend de longue date la cause kurde.

« Un impitoyable nettoyage ethnique »

Fin mars 2018, des centaines de milliers de Kurdes – hommes, femmes, enfants, vieillards – ont dû fuir la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, pour échapper aux hordes djihadistes lancées à leurs trousses par l'armée turque. Images effrayantes d'un exode en tous points semblable à celui de 1940 en France. Sur ces routes de l'exil, ne manquaient même pas les cadavres de civils déchiquetés par les bombardements de l'aviation. Il y en avait partout. En cinq ans aux côtés des Kurdes, je n'avais jamais vu une telle horreur.

Deux mois plus tôt, l'invasion turque m'avait surpris à Paris mais mes camarades s'étaient aussitôt mis à m'envoyer des centaines de photos et de vidéos attestant les crimes de guerre commis contre eux au cours de leur résistance farouche à cette nouvelle agression : tortures de combattantes capturées, décapitations de prisonniers, massacres d'enfants, exécutions sommaires de paysans, rapt de femmes. La barbarie absolue. De quoi alimenter la crainte d'un nouveau génocide après celui commis contre les Arméniens un siècle plus tôt. Tout cela dans l'indifférence de la communauté internationale. Ou peu s'en faut.

À l'heure où j'écris ces lignes, les Turcs poursuivent impitoyablement le nettoyage ethnique de la région d'Afrin et y installent des milices djihadistes qui n'ont rien à envier à l'État islamique que nous pensions avoir vaincu. Un véritable danger sécuritaire pour la France. Ce n'était pas la peine d'aider militairement les Kurdes à en finir avec Daech pour revenir à la case départ. La situation est si évidente maintenant que le président de la République, Emmanuel Macron, a pris la décision de rompre le silence et a reçu officiellement à l'Élysée une délégation kurde – avec leurs alliés arabes et chrétiens – pour leur signifier qu'ils ne seraient plus seuls désormais. Il a été le seul chef d'État à le faire et il faut souhaiter que son exemple soit suivi partout afin de réparer les fautes morales et politiques que nous avons commises en abandonnant nos alliés, comme si nous ne savions plus distinguer nos amis de nos ennemis. ♡

PATRICE FRANCESCHI



La chorale accompagne la liturgie dominicale dans l'église apostolique arménienne Sainte-Croix, à Alep.

Avant la guerre, la grande ville syrienne comprenait une importante communauté arménienne.

Beaucoup de ses membres sont portés disparus ou ont dû fuir le pays.





Salamiyya, dans le centre du pays. Cette cage servait à Daech pour emprisonner et humilier publiquement les personnes que l'organisation condamnait.

Ici à l'entraînement à Mahardah, les Forces nationales de défense font partie des soutiens du régime. Elles intègrent notamment des miliciens chrétiens.



Vers un nouvel embrasement ?

La communauté internationale a réagi vivement contre le régime de Damas, qu'elle accuse d'être responsable de l'attaque chimique contre Douma. Une escalade dans les tensions avec la Russie.

Lundi 9 avril, plusieurs missiles s'abattent sur la base militaire syrienne T4, dans le centre du pays. Damas et Moscou accusent aussitôt Israël, qui avait déjà ciblé ce site stratégique le 10 février. Ce bombardement intervient deux jours seulement après une attaque à l'arme chimique à Douma, une ville de la Ghouta orientale (banlieue de Damas), tenue par les salafistes de Jaych al-Islam, le dernier groupe rebelle présent dans la zone. Des frappes attribuées à l'aviation syrienne et qui auraient fait entre une quarantaine et une cinquantaine de victimes, intoxiquées probablement par du chlore et du sarin, un gaz hautement létal.

Ces deux événements font craindre un nouvel embrasement. Le bombardement de lundi est une étape de plus dans l'escalade des tensions entre l'État hébreu et l'Iran : la base T4 étant, selon les Israéliens, le siège des forces al-Qods, l'unité spéciale des gardiens de la révolution iranienne, l'organisation historique de défense du régime. Surtout, la question des armes chimiques a déjà failli transformer ce conflit par procuration en bras de fer ouvert entre les grandes puissances. En 2012, le régime avait officiellement reconnu en posséder et menaçait de les utiliser contre les forces occidentales en cas d'intervention militaire. Barack Obama avait, à l'époque, averti que le « moindre emploi

d'armes chimiques constituerait une "ligne rouge" à ne pas franchir ». Mais le 21 août 2013, une attaque au sarin frappe la Ghouta et fait 1429 morts, sans déclencher la sanction annoncée. Après la signature *in extremis* d'un accord, le régime s'est engagé à détruire ses stocks d'armes chimiques et notamment de sarin. Mais celui-ci a de nouveau été utilisé à partir de 2016. Et le 4 avril 2017, une nouvelle attaque avec un mélange de sarin et de chlore sur la ville de Khan Cheikhoun a fait plus de 80 victimes.

Cette fois-ci, la communauté internationale semble bien décidée à ne pas laisser l'acte impuni. Après un entretien dimanche 8 avril relayé par un communiqué de la Maison-Blanche, Emmanuel Macron et Donald Trump ont « vivement condamné l'horrible attaque chimique » et convenu que le régime de Bachar al-Assad devait en être tenu responsable. La réunion du Conseil de sécurité de l'Onu, qui s'est tenue en urgence lundi 9 avril à la demande des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, a été le théâtre d'un face-à-face tendu avec la Russie. Les trois pays ont rendu responsables les Russes de l'attaque et ont fait planer la menace d'une intervention militaire prochaine. Une telle option pourrait avoir « de graves répercussions » selon l'ambassadeur russe à l'Onu, Vassili Nebenzia. ANNE GUION



Ce checkpoint loyaliste affiche les alliances : Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah ; Bashar el-Assad, chef de l'État syrien, et son père, Hafez el-Assad ; Ali Khamenei, le guide suprême iranien ; Vladimir Poutine, président de la Russie.